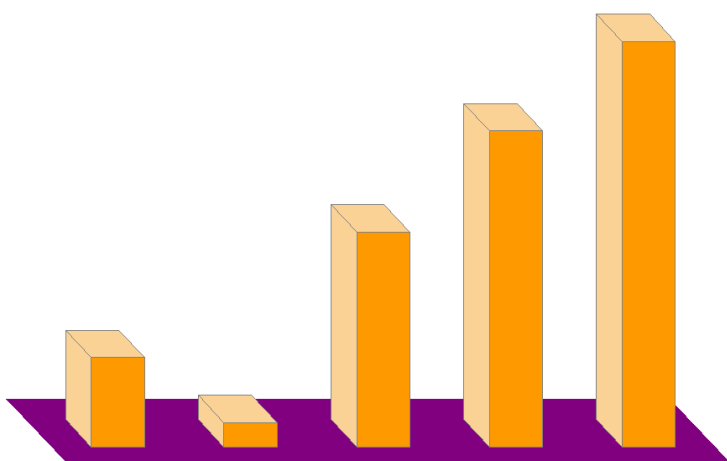




*La situation de l'emploi
et de la conjoncture économique
en Ile-de-France
à l'automne 2011*

**L'ACTIVITE FRANCILIENNE
DE NOUVEAU EN PROIE AU DOUTE**



PARTIE 1 - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE MONDIAL 3

| | | |
|---|---|---|
| ↵ | LA CRISE DE LA DETTE EN EUROPE A FINI PAR PESER SUR L'ACTIVITE MONDIALE | 3 |
| ↵ | LA CROISSANCE AMERICAINE TOUJOURS INSUFFISANTE POUR RESORBER LE CHOMAGE | 4 |
| ↵ | LA RECONSTRUCTION A DEMARRE AU JAPON MAIS L'ECONOMIE RESTE FRAGILE | 4 |
| ↵ | LA DEMANDE DOMESTIQUE PERMET A L'ACTIVITE CHINOISE DE FAIRE FACE A LA CRISE | 4 |
| ↵ | CURE D'AUSTERITE EN EUROPE | 4 |
| ↵ | PERSPECTIVES : QUELLE SORTIE DE CRISE POUR L'ECONOMIE EUROPEENNE ? | 5 |

PARTIE 2 - L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN FRANCE 6

| | | |
|---|---|----|
| ↵ | LES RIQUES DE RECESSION SE RENFORCENT EN FRANCE | 6 |
| ↵ | RALENTISSEMENT DE L'AMELIORATION DU MARCHÉ DE L'EMPLOI | 8 |
| ↵ | PERSPECTIVES : LA FRANCE SOUS LA PRESSION DE LA CRISE DE LA DETTE | 10 |

PARTIE 3 - L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET L'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE 11

| | | |
|---|---|----|
| ↵ | DEMOGRAPHIE D'ENTREPRISES | 11 |
| ↵ | COMMERCE EXTERIEUR | 12 |
| ↵ | EMPLOI SALARIE | 13 |
| ↵ | TAUX DE CHOMAGE | 14 |
| ↵ | DEMANDE D'EMPLOI | 15 |
| ↵ | ACTIVITE INTERIMAIRE | 16 |
| ↵ | TAUX DE TENSION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL | 16 |
| ↵ | ANALYSE SECTORIELLE : INDUSTRIE | 17 |
| ↵ | ANALYSE SECTORIELLE : COMMERCE | 17 |
| ↵ | ANALYSE SECTORIELLE : SERVICES | 17 |
| ↵ | ANALYSE SECTORIELLE : CONSTRUCTION | 18 |
| ↵ | ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE LOGEMENT | 18 |
| ↵ | ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE BUREAUX | 19 |
| ↵ | ANALYSE SECTORIELLE : ACTIVITE TOURISTIQUE | 20 |
| ↵ | PERSPECTIVES : DANS UN CONTEXTE DE PLUS EN PLUS INCERTAIN, LE MARCHÉ DE L'EMPLOI POURRAIT SE DEGRADER A NOUVEAU | 21 |

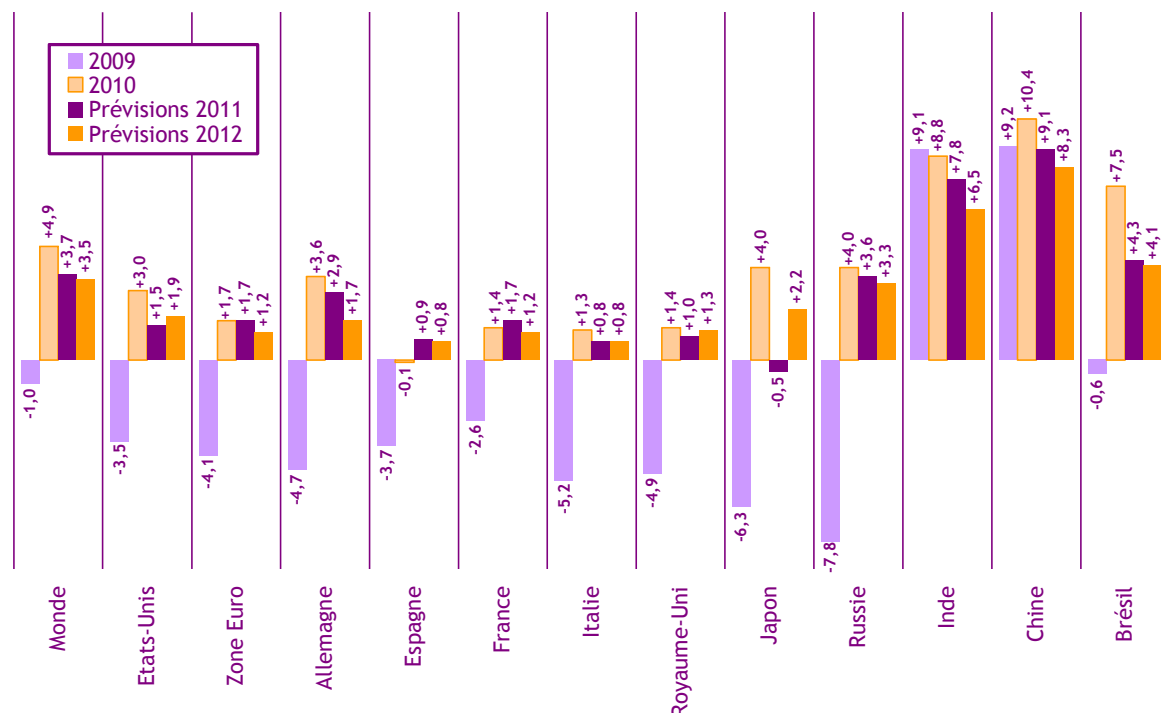
CONCLUSION 22

→ Partie 1 - l'environnement économique mondial

Après un début d'année solide (avec, notamment, une croissance du PIB au premier trimestre de + 0,8 % en zone euro), l'économie mondiale a subi dès la fin du printemps un très net coup d'arrêt lié à la remontée des doutes concernant les dettes et les déficits publics aux Etats-Unis et, surtout, en zone euro. A court terme, une nouvelle récession n'est pas totalement exclue même si, au niveau mondial, le scénario le plus probable reste un ralentissement généralisé. Des récessions (au moins « techniques ») risquent toutefois d'avoir cours en Europe. En tout état de cause, cette activité ralentie risque de maintenir pendant de longs mois le chômage à un niveau élevé aux Etats-Unis et en Europe (exception faite de l'Allemagne).

Evolution du PIB des principales économies mondiales

Croissance du PIB (en %)



Source : COE-Rexecode (données de septembre 2011)

LA CRISE DE LA DETTE EN EUROPE A FINI PAR PESER SUR L'ACTIVITE MONDIALE

LE RYTHME DE L'ECONOMIE MONDIALE EN 2011 EST BIEN MOINS SOUTENU QU'ATTENDU

Les troubles géopolitiques en Afrique et au Moyen-Orient et le tsunami au Japon auront finalement eu des impacts limités sur l'activité mondiale en 2011 (même si le Japon ne devrait pas éviter une contraction de son PIB en 2011). De même, la hausse des prix des matières premières, en particulier celui du pétrole, observée en début d'année a, certes, eu des effets au printemps mais ceux-ci ne se sont pas prolongés au-delà de l'été. Ainsi, alors que les sources de menace sur l'activité mondiale étaient multiples, c'est bel et bien le niveau des dettes souveraines aux Etats-Unis et en Europe qui a fini par peser sur l'activité mondiale et enrayer le redémarrage en cours depuis 2009. Ainsi, la croissance du PIB mondial qui était attendue à plus de 4,0 % en 2011 sera en-deçà de ce seuil et pourrait même seulement difficilement franchir les 3,5 %. En effet, l'activité en Europe est très ralentie en Europe depuis le printemps et la crise de la dette a nécessité la généralisation de plans de rigueur qui limitent encore plus la croissance économique. ■

LA CROISSANCE AMERICAINE TOUJOURS INSUFFISANTE POUR RESORBER LE CHOMAGE

L'ACTIVITE DES ETATS-UNIS SOUTENUE PAR LA DEMANDE INTERIEURE

Après de très modestes croissances de + 0,1 % et de + 0,3 % lors des deux premiers trimestres de 2011, le PIB américain a crû de + 0,5 % l'été dernier. Ce niveau est certes moins fort que prévu et inférieur à ceux constatés entre le quatrième 2009 et le quatrième 2010 (entre + 0,6 % et + 1,0 %) mais il témoigne cependant d'une demande intérieure revigorée. En effet, la croissance américaine au troisième trimestre a été stimulée par la consommation des ménages et par les dépenses d'investissement des entreprises. Malgré les inquiétudes sur le niveau de la dette, cette croissance pourrait même s'être renforcée au quatrième trimestre grâce à une hausse de l'activité industrielle afin de répondre à la demande intérieure. Néanmoins, le niveau de l'activité reste très inférieur à ce qui est nécessaire pour permettre de significativement réduire le chômage. Ainsi, malgré une baisse enclenchée en juillet, le taux de chômage était encore de 9,1 % de la population active au troisième trimestre, un niveau certes inférieur aux 10,0 % du quatrième trimestre 2009 mais bien supérieur aux 5,0 % de début 2008. ■

LA RECONSTRUCTION A DEMARRE AU JAPON MAIS L'ECONOMIE RESTE FRAGILE

UN « EFFET RATTRAPAGE » OBSERVE AU JAPON AU TROISIEME TRIMESTRE

Après trois trimestres consécutifs de contraction, l'activité japonaise a rebondi et a renoué avec la croissance au troisième trimestre 2011. Selon les premières estimations, le PIB a augmenté de 1,5 % cet été après avoir subi des contractions de successives de - 0,7 %, - 0,7 % et - 0,3 % aux trimestres précédents. Ce rebond paraît toutefois bien fragile, notamment en raison de la vigueur persistante du yen qui risque de peser sur les exportations. La reprise du secteur industriel risque donc d'être bien insuffisante pour compenser à la fois cette atonie du commerce extérieur et une demande intérieure toujours limitée. Ainsi, malgré cette dynamique de rattrapage observée au troisième trimestre, il est peu probable que l'économie nipponne soit engagée sur le chemin d'un retournement durable et le PIB devrait subir une contraction comprise entre 0,3 % et 0,5 % sur l'ensemble de l'année 2011. ■

LA DEMANDE DOMESTIQUE PERMET A L'ACTIVITE CHINOISE DE FAIRE FACE A LA CRISE

LA CHINE NE CONNAIT PAS LA CRISE MAIS N'EST PAS A L'ABRI D'UNE DECELERATION

S'il semble difficile que la croissance du PIB chinois dépasse le seuil de 10 % sur l'ensemble de l'année, l'activité économique du pays fait pour l'heure preuve d'une grande résilience à la morosité actuelle. Ainsi, si la croissance s'est légèrement modérée au troisième trimestre, le PIB devrait malgré tout progresser d'au moins 9,0 % sur l'ensemble de 2011. En effet, alors que les exportations marquent le pas, la demande domestique contribue très largement à soutenir l'activité chinoise, d'autant plus que, après avoir atteint un sommet en juillet dernier, la pression inflationniste s'apaise dans le pays depuis le début de l'automne (la hausse des prix à la consommation sur un an s'est élevée à 5,5 % en octobre, son plus bas niveau depuis le mois de mai). Toutefois, l'économie chinoise n'est pas à l'abri d'un ralentissement. L'activité industrielle a faibli ces derniers mois et, si le marché immobilier devait également se retourner et les exportations décélérer plus nettement du fait de la crise de la dette aux Etats-Unis et en zone euro, la croissance chinoise pourrait être significativement affectée. ■

CURE D'AUSTERITE EN EUROPE

DE PLUS EN PLUS DE CONTRACTIONS DU PIB CONSTATES PARTOUT EN EUROPE

Après la récession de 4,1 % enregistrée en 2009 et après le léger redressement de 1,7 % en 2010, une accélération de la croissance du PIB était attendu en zone euro en 2011. Cette accélération a semblé se dessiner dès le premier trimestre de l'année : ainsi, après un modeste + 0,3 % au quatrième trimestre 2010, la croissance trimestrielle du PIB a atteint + 0,8 % (+ 0,7 % sur l'ensemble de l'Union européenne), notamment grâce à des hausses de + 0,9 % en France et surtout de + 1,3 % en Allemagne. Néanmoins, ce dynamisme s'est avéré très ponctuel et, aussi bien la zone euro que l'Union européenne ont enregistré des niveaux de croissance trimestrielle très modestes au

printemps puis à l'été derniers : la croissance dans les deux zones a ainsi atteint + 0,2 % à la fois au deuxième trimestre et au troisième. Les nouvelles craintes autour des dettes souveraines ont, en effet, non seulement provoqué une baisse de confiance à la fois des entreprises et des ménages européens mais aussi conduit les gouvernements à mettre en place des plans de rigueur ou à les durcir dans les pays affichant les niveaux de dette publique les plus importants. Ainsi, au niveau national, les replis du PIB se suivent trimestre après trimestre en Grèce et au Portugal (consécutivement - 0,5 %, - 0,6 %, - 0,1 % et - 0,4 % pour ce dernier au cours des quatre derniers trimestres). Si le Danemark et l'Irlande semblent sortis de la zone rouge (respectivement + 1,0 % et + 1,6 % au deuxième trimestre), d'autres s'en approchent : + 0,0 % en Espagne et - 0,3 % aux Pays-Bas au troisième trimestre et même - 0,1 % en France au deuxième trimestre. Un échec des plans européens pour éviter un défaut de la Grèce pourrait surtout entraîner une nouvelle récession en Europe. Dans ce contexte, le léger relâchement des tensions pesant sur tous les taux d'inflation européens constitue néanmoins une bonne nouvelle. Ainsi, même s'il reste très élevé au Royaume-Uni (+ 5,0 % en octobre) et encore soutenu en moyenne, le taux d'inflation au niveau européen augmente désormais bien moins vite, ce qui pourrait dégripper la consommation.

**LE TAUX DE
CHOMAGE MOYEN
EST REPARTI A LA
HAUSSE EN
EUROPE...**

Sur le marché de l'emploi, après avoir interrompu sa hausse effrénée début 2010 puis entamé une très légère baisse entre l'été 2010 et mars dernier, le taux chômage européen s'inscrit désormais de nouveau à la hausse. Concrètement, le taux de chômage moyen de la zone euro n'aura passé qu'un seul mois sous les 10,0 % (9,9 % en avril dernier). Celui-ci a depuis augmenté de 0,3 point et ainsi retrouvé son point haut de début 2010 (10,2 %). Le taux sur l'ensemble de l'Union européenne est certes légèrement moins élevé (9,7 % en septembre dernier) mais suit rigoureusement la même tendance et a retrouvé son niveau le plus élevé des années 2000. Dans les deux zones, les taux de chômage sont ainsi supérieurs de près de 3 points à leurs niveaux d'avant crise. Ces dernières évolutions ont toutefois maintenu d'importants écarts d'un pays à l'autre : malgré, là aussi, de récentes augmentations, le taux de chômage reste sous les 5,0 % en Autriche, aux Pays bas et au Luxembourg (respectivement 3,9 %, 4,5 % et 4,8 % en septembre 2011) tandis qu'il dépasse désormais les 22,0 % en Espagne (22,6 %). Par ailleurs, les variations sont également assez hétérogènes malgré la tendance globale à la hausse : le taux de chômage en Espagne (+ 2,1 points entre septembre 2010 et septembre 2011) et le taux de chômage en Grèce (environ + 0,5 point... chaque mois !) tirent évidemment la moyenne européenne vers le haut ; mais, a contrario, la Belgique, malgré son instabilité politique, a vu son taux de chômage se réduire de 1,5 point en un an et le taux allemand continue à descendre, sous son niveau d'avant-crise. ■

PERSPECTIVES : QUELLE SORTIE DE CRISE POUR L'ECONOMIE EUROPEENNE ?

**UNE CROISSANCE
MONDIALE AU MIEUX
JUSTE RALENTIE
JUSQUE LA FIN
DE 2012**

A la différence de la crise de 2008, les principales inquiétudes à l'heure actuelle ne portent pas sur les Etats-Unis (malgré un niveau de dette publique colossal) mais sur l'Europe. C'est ainsi en zone euro que les scénarios les plus sombres sont envisagés : la menace d'un défaut souverain incontrôlable pourrait ainsi provoquer une importante récession en Europe, celle-ci étant alors lourde de conséquences pour l'économie mondiale. Cette hypothèse n'est toutefois pas la plus probable mais un nouveau renforcement du processus de restrictions budgétaires en zone euro comme cela est envisagé pourrait lui aussi conduire vers une récession profonde sur le Vieux Continent. En tout état de cause, la croissance mondiale sera de nouveau ralentie d'ici à la fin 2011, puis tout au long de 2012. ■

→ Partie 2 - l'environnement économique en France

Après le mince rebond de l'activité de 2010 (croissance de + 1,4 %), le PIB français évolue sur un rythme quasiment aussi modéré en 2011. Si l'économie française a bénéficié en début d'année d'un effet de compensation après une fin d'année 2010 au ralenti (la croissance au deuxième trimestre a été la plus élevée depuis 2006), cette accélération de l'activité a été très brève et une légère contraction du PIB a même été enregistrée au printemps. En tout état de cause, ce contexte incertain fragilise un marché de l'emploi qui peinait déjà à se rétablir significativement et à effacer les effets de la récession de 2009 ; ainsi, le taux de chômage ne s'est réduit au total que de 0,2 point lors des quatre derniers trimestres pour lesquels les données sont connues et, surtout, le repli de l'emploi intérimaire et la hausse du nombre de demandeurs d'emploi laissent craindre une nouvelle détérioration du niveau de l'emploi salarié.

LES RIQUES DE RECESSION SE RENFORCENT EN FRANCE

Croissance française

Evolution du PIB (en %)



Du 1^{er} trim. 2006 au 3^e trim. 2011 : données arrêtées au 15 novembre 2011.

4^e trim. 2011 : prévision d'octobre 2011.

2011 : acquis de croissance 2011 à la fin du 3^e trim. 2011.

Source : Insee

LA PLUS FORTE CROISSANCE TRIMESTRIELLE DEPUIS 2006 A ETE SUIVIE D'UNE CONTRACTION DU PIB

Alors que la croissance française avait déjà paru manquer de tonus en 2010 (+ 1,4 % après - 0,2 % en 2008 et surtout - 2,6 % en 2009), l'activité n'a pas été en mesure d'accélérer en 2011. Comme en Europe, le premier trimestre 2011 avait pourtant suscité de l'espoir : + 0,9 % de croissance sur les trois premiers mois de l'année, soit la meilleure performance depuis près de cinq ans. Toutefois, l'économie hexagonale avait alors bénéficié de circonstances ponctuelles favorables (« effets de traîne » de la prime à la casse, « effet de rattrapage » dans l'industrie et la construction, reconstitution des stocks, etc.) qui avaient temporairement permis de stimuler l'activité. Dès le trimestre suivant, malgré une augmentation des investissements des entreprises, la contraction de la consommation des ménages et la moindre reconstitution des stocks des entreprises cumulées aux répercussions des catastrophes naturelles au Japon, à l'inflation, à la décélération des pays émergents et au resserrement de la politique monétaire ont provoqué la première contraction trimestrielle de PIB depuis le premier trimestre 2009 (- 0,1 %). La hausse de 0,4 % au troisième trimestre 2011 (grâce à une bonne tenue de la consommation des ménages) a constitué un rebond plus significatif que prévu mais il semble seulement être l'arbre qui cache la forêt : malgré une prévision de croissance nulle au quatrième trimestre, les signes de baisse du PIB en fin d'année (voire de récession...) se renforcent ces dernières semaines. ■

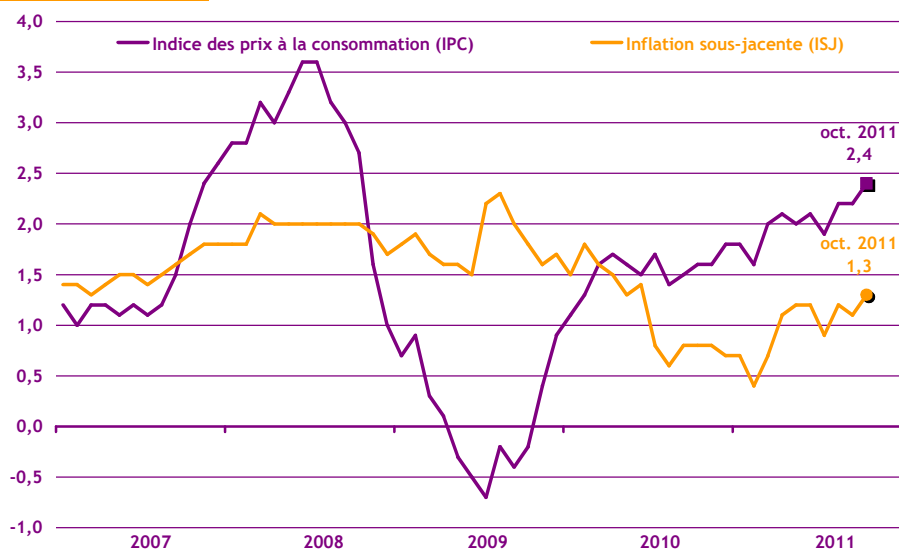
**L'INFLATION
CONTINUE
D'AUGMENTER MAIS
A UN RYTHME MOINS
SOUTENU QU'EN
DEBUT D'ANNEE**

Après avoir été à peine positif en moyenne en 2009, le taux d'inflation est reparti à la hausse en 2010 (+ 1,5 % sur l'ensemble de l'année) avant d'accélérer plus nettement début 2011. Ainsi, après que le taux d'inflation a atteint les 2,0 % sur un an au printemps dernier pour la première fois depuis 2007-2008, celui-ci continue d'augmenter régulièrement : l'indice des prix à la consommation a notamment crû de 2,4 % sur un an en octobre. Néanmoins, l'inflation en France est

encore loin de ses niveaux de l'été 2008 lorsque le prix du baril dépassait les 140 \$. Par ailleurs, l'inflation sous-jacente est restée limitée à des niveaux bien inférieurs à l'inflation même si elle dépasse désormais les 1,0 % (1,3 % en octobre dernier). Depuis un an, la source principale de l'accélération du taux d'inflation a été l'énergie. A court terme, en faisant l'hypothèse d'une stabilité des cours des matières premières sur les prochains mois, l'inflation devrait néanmoins refluer graduellement, l'impact de la hausse de la TVA réduite (qui va passer de 5,5 % à 7,0 %) sur l'inflation restant limité. ■

Inflation en France

Glissements annuels (en %)



Note : l'indice d'inflation sous-jacente exclut les prix soumis à l'intervention de l'État (électricité, gaz, tabac...) et les produits à prix volatils (produits pétroliers, produits frais, produits laitiers, viandes, fleurs et plantes, etc.).

Source : Insee

**APRES UN PRINTEMPS
DIFFICILE, LA
CONSOMMATION EST
RETOMBEE A DES
NIVEAUX PROCHES
DE CEUX DE 2009**

Après avoir été très dynamique au troisième et au quatrième trimestres 2011 (+ 1,1 % puis + 0,7 %) la consommation des ménages en biens a d'abord très nettement ralenti au premier trimestre de 2011 (+ 0,1 %) avant de subir une violente chute au trimestre suivant (- 1,9 %). Cette baisse a été provoquée par plusieurs facteurs : d'une part, un effet lié à la suppression définitive de la « prime à la casse » (- 11,0 % au printemps pour les dépenses en automobiles) et, d'autre

part, un taux d'inflation fort du fait du niveau élevé du prix du pétrole à cette période. Les premières informations pour la deuxième partie de l'année montrent que la consommation des ménages s'est quelque peu rétablie au troisième trimestre (+ 0,2 % par rapport au trimestre précédent). Les évolutions sont toutefois très différentes selon les types de biens. D'une part, les dépenses en automobiles n'ont fait que rester stables (+ 0,0 %). D'autre part, les dépenses en textiles et cuir se sont réduites pour le quatrième trimestre consécutif (- 1,2 %) alors que les dépenses en produits pétroliers sont, au contraire reparties, à la hausse (+ 4,2 %). ■

**DEFICIT COMMERCIAL
RECORD EN VUE
POUR LA FRANCE SUR
L'ENSEMBLE DE
L'ANNEE 2011**

Après avoir atteint 44,2 milliards d'euros en 2009 puis 51,1 milliards d'euros en 2010, le déficit commercial français devrait dépasser en 2011 les 56,1 milliards de 2008. Suivant la spirale négative observée fin 2010, le solde cumulé de la balance commerciale entre janvier et septembre s'est ainsi déjà établi à - 54,2 milliards d'euros, contre - 37,8 milliards sur les neuf premiers mois de 2010. En tout état de

cause, à court terme, les exportations risquent de rester peu dynamiques en raison de la faiblesse de la demande adressée à la France. Elles sont en effet freinées par l'euro qui dépasse toujours les 1,30 \$ et reste donc à un niveau élevé. Par ailleurs, les mesures de consolidation budgétaire mises en œuvre en Europe, en particulier en Espagne ou en Italie, partenaires privilégiés de la France, vont venir progressivement réduire la demande en provenance de ces pays. La contribution du commerce extérieur à la croissance devrait donc être négative compte tenu de la stabilité du niveau des importations. Celles-ci restent en effet soutenues par la progression de la demande intérieure. ■

**DANS UN CONTEXTE
INCERTAIN,
L'INVESTISSEMENT
FREINE A NOUVEAU**

La forte montée des incertitudes économiques ont conduit les banques à durcir leurs critères d'octroi de crédit aux entreprises. Parallèlement, la dégradation des perspectives d'activité poussent aujourd'hui les entrepreneurs à freiner leurs dépenses d'investissement. Ainsi, après avoir fortement progressé et stimulé la

croissance depuis fin 2009, l'investissement des entreprises se tarit et devrait au mieux rester stable d'ici la fin 2011. ■

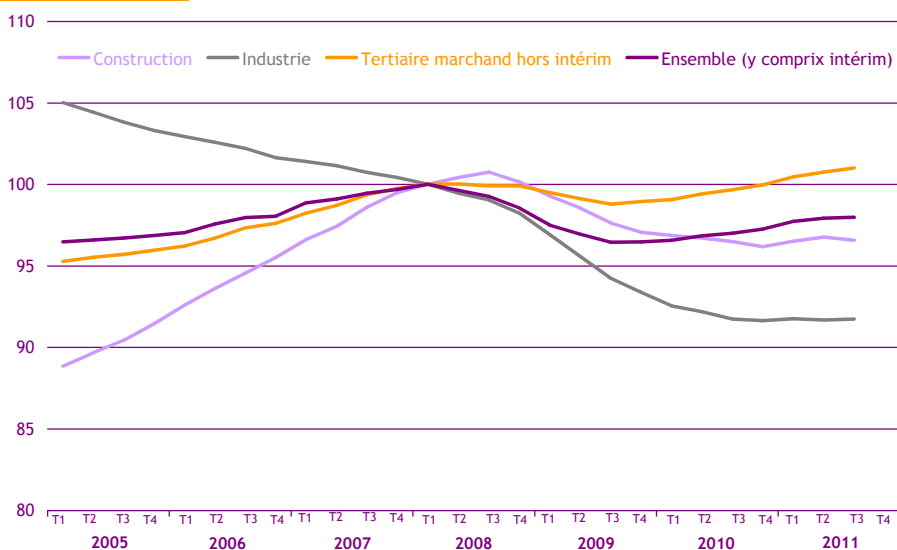


RALENTISSEMENT DE L'AMELIORATION DU MARCHE DE L'EMPLOI

(source : Insee)

Emploi marchand

Base 100 au 1^{er} trim. 2008



Source : Insee

**LE REPLI DE
L'INTERIM CET ETE
LAISSE CRAINDRE UNE
NOUVELLE BAISSSE DE
L'EMPLOI**

Comme depuis le début de 2010, la situation sur le marché de l'emploi en France a globalement continué à s'améliorer lors des trois premiers trimestres de 2011. Toutefois, les mois passant, ce redressement s'est progressivement ralenti. Ainsi, le niveau de l'emploi a consécutivement augmenté de 0,5 %, 0,2 % et... 0,05 % au cours des trois premiers trimestres de 2011. Symbole de ce ralentissement (et

indicateur avancé de l'évolution de l'emploi), l'intérim a, quant à lui, enregistré des évolutions successives de +2,8 %, + 0,03 % et surtout - 3,3 % cet été. Cette baisse de régime de l'intérim laisse donc craindre un nouveau repli de l'emploi à court terme. Néanmoins, 118 900 emplois ont été créés tous secteurs confondus sur les neuf premiers mois de l'année, soit finalement seulement 10 000 de moins que sur l'ensemble de 2010. Le côté négatif de ce chiffre tient au fait que le gain d'emplois a été de seulement 7 400 au troisième trimestre. En effet, les 28 000

postes créés dans le tertiaire hors intérim ont quasiment été annulés par la destruction de 19 700 postes dans l'intérim, auxquels s'est ajoutée la perte de 3 000 autres dans la construction. Au final, seul l'emploi dans le tertiaire - y compris hors intérim - a retrouvé et même dépassé son niveau d'avant-crise ; toutefois, les 15 600 postes de plus que début 2008 sont loin de compenser les 51 300 postes détruits dans la construction et encore moins les près de 300 000 postes perdus en quatre ans dans l'industrie. ■

Taux de chômage au sens du BIT

Données cvs, en moyenne trimestrielle en France métropolitaine

| Tranche d'âge | Hommes | | | | Femmes | | | | Total | | | |
|--|------------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | 15 à 24 ans | 25 à 49 ans | 50 ans ou plus | Total | 15 à 24 ans | 25 à 49 ans | 50 ans ou plus | Total | 15 à 24 ans | 25 à 49 ans | 50 ans ou plus | Total |
| « Point bas » d'avant-crise | 16,8 % (T1-2008) | 5,5 % (T2-2008) | 4,7 % (T1-2008) | 6,8 % (T2-2008) | 17,8 % (T1-2008) | 7,1 % (T1-2008) | 4,7 % (T1-2008) | 7,6 % (T1-2008) | 17,3 % (T1-2008) | 6,4 % (T2-2008) | 4,7 % (T1-2008) | 7,2 % (T1-2008) |
| Dernier « Point haut » | 24,7 % (T4-2009) | 8,2 % (T2-2010) | 6,5 % (T4-2009) | 9,5 % (T4-2009) | 24,9 % (T1-2011) | 9,2 % (T4-2010) | 6,7 % (T1-2011) | 10,0 % (T4-2010) | 23,7 % (T4-2009) | 8,4 % (T4-2010) | 6,6 % (T4-2009) | 9,6 % (T4-2009) |
| Taux de chômage au 2 ^e trim. 2010 | 21,6 % | 7,6 % | 6,0 % | 8,7 % | 22,2 % | 8,9 % | 6,2 % | 9,5 % | 21,9 % | 8,2 % | 6,1 % | 9,1 % |
| Evolutions par rapport au « point bas » | + 4,8 pts (T1-2008) | + 2,1 pts (T2-2008) | + 1,3 pt (T1-2008) | + 1,9 pt (T2-2008) | + 4,4 pts (T1-2008) | + 1,8 pt (T1-2008) | + 1,5 pt (T1-2008) | + 1,9 pt (T1-2008) | + 4,6 pts (T1-2008) | + 1,8 pt (T2-2008) | + 1,4 pt (T1-2008) | + 1,9 pt (T1-2008) |
| Evolutions par rapport au « point haut » | - 3,1 pts (T4-2009) | - 0,6 pt (T2-2010) | - 0,5 pt (T4-2009) | - 0,8 pt (T4-2009) | - 2,7 pts (T1-2011) | - 0,3 pt (T4-2010) | - 0,5 pt (T1-2011) | - 0,5 pt (T4-2010) | - 1,8 pt (T4-2009) | - 0,2 pt (T4-2010) | - 0,5 pt (T4-2009) | - 0,5 pt (T4-2009) |
| Evolutions sur un an | - 0,5 pt | - 0,6 pt | - 0,1 pt | - 0,5 pt | - 1,7 pt | + 0,3 pt | + 0,1 pt | + 0,0 pt | - 1,0 pt | - 0,2 pt | + 0,0 pt | - 0,2 pt |

Source : Insee (taux du 2^e trim. 2011 encore provisoires)

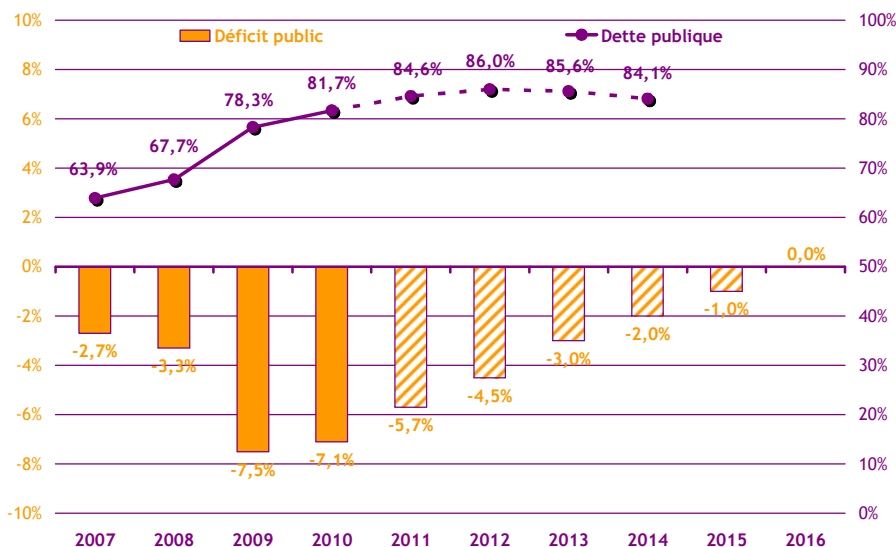
UNE REDUCTION LENTE VOIRE REMISE EN CAUSE DU TAUX DE CHOMAGE

Monté jusqu'à 9,6 % au quatrième trimestre 2009, le taux de chômage en France métropolitaine a ensuite amorcé une phase de baisse. Toutefois, ce repli s'effectue de façon très lente : ainsi, après s'être réduit de 0,3 point entre la fin de 2009 et le printemps 2010, le taux de chômage en France a ensuite stagné à 9,3 % pendant trois trimestres consécutifs. Grâce à deux baisses consécutives, le premier semestre de 2011 a permis d'enregistrer une contraction de 0,2 point. Au final, au deuxième trimestre 2011, le taux de chômage s'est ainsi établi à 9,1 % de la population active en France métropolitaine et à 9,6 % en incluant les Dom. Ces dernières évolutions sont en tout état de cause encore bien insuffisantes pour compenser l'augmentation enregistrée au plus fort de la crise et le taux de chômage dépasse encore de 1,9 point le point bas du premier trimestre 2008. Néanmoins, il est à souligner que le mouvement de baisse observé ces derniers trimestres a essentiellement bénéficié aux hommes puisque, sur un an, le taux de chômage masculin s'est réduit de 0,5 point tandis qu'il s'est seulement stabilisé pour les femmes. Par ailleurs, le repli chez les moins de 25 ans est également parmi les plus marqués (- 1,0 point en douze mois) ; toutefois, cette tranche d'âge reste celle pour laquelle le taux de chômage est très largement le plus élevé (21,9 % au global et même 22,2 % chez les femmes) et la hausse par rapport à 2008 s'élève encore à 4,6 points. Pour les mois à venir, la dégradation du contexte économique et le recul du travail temporaire observé depuis cet été font craindre une remontée du taux de chômage, d'autant plus forte qu'on constate également ces derniers mois une hausse des inscriptions à Pôle Emploi pour cause de fins de CDD. ■

PERSPECTIVES : LA FRANCE SOUS LA PRESSION DE LA CRISE DE LA DETTE

Prévisions du déficit et de la dette publics

Sur la base du programme de stabilité 2011-2014 et du projet de loi de finances pour 2012



Source : Ministère du Budget

**LES RISQUES DE
BAISSE DU PIB
FRANÇAIS SE
RENFORCENT CES
DERNIERES SEMAINES**

Les dernières prévisions de l'Insee et de la Banque de France s'accordent sur un taux de croissance nul de l'économie française au quatrième trimestre 2011. Le climat des affaires dans l'industrie et dans les services sont en effet en léger repli. Cette stabilité du PIB au dernier trimestre de l'année confirmerait alors l'acquis de croissance de 1,7 % pour 2011 atteint à la fin du troisième trimestre : ce niveau serait donc légèrement inférieur aux prévisions du gouvernement (+ 1,75 %) mais ne remettrait pas en cause l'objectif d'un déficit public ramené à 5,7 % du PIB avant la fin de l'année. Néanmoins, l'hypothèse d'une contraction, même légère, du PIB sur les trois derniers mois n'est pas totalement exclue. Les dernières informations disponibles montrent que le moral des chefs d'entreprises a continué à diminuer en novembre (- 16 points depuis juillet selon l'indice Insee), aussi bien dans l'industrie que dans les services. Face à la crise de la dette en zone euro, les acteurs sont de plus en plus attentistes, ce qui pèse sur le niveau des commandes, tant sur le marché intérieur qu'à l'export. En conséquence, l'objectif d'un rétablissement des finances publiques d'ici à 2013 en ramenant notamment le déficit public sous les 3,0 % du pacte de stabilité pourrait être plus que remis en cause. Si le défi à relever pour la France est moins complexe qu'il ne l'est en Grèce, en Irlande, au Portugal ou encore en Italie, il s'agit malgré tout de réduire ce déficit de 4,0 points en 3 ans et le « triple A » français ne peut pas se permettre de rater la première marche. Un nouveau durcissement de la politique budgétaire pourrait alors s'imposer, avec le risque de lester encore plus l'activité. Dans ce contexte, les prévisions de croissance pour 2012 s'amenuisent au fur et à mesure : si le gouvernement table désormais sur + 1,0 % pour l'année prochaine, la Commission européenne s'est montrée bien plus pessimiste mi-novembre en ramenant sa prévision à + 0,6 %, alors que sa précédente estimation était encore de + 2,0 %.

→ Partie 3 - l'activité économique et l'emploi en Ile-de-France

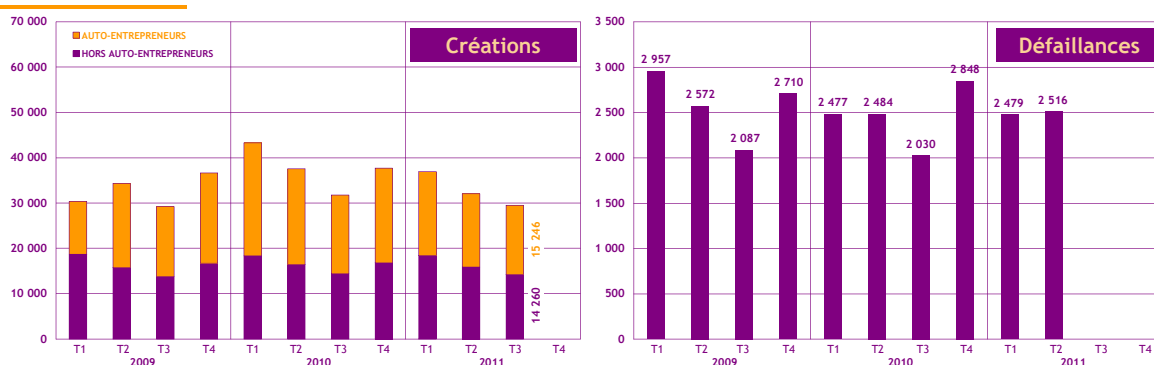
Alors que l'activité francilienne se consolidait lentement mais sûrement après la récession de 2009, elle a, comme en France et en Europe, marqué une pause depuis le printemps. Ce ralentissement qui n'aurait pu être que ponctuel après un très bon début d'année perdue du fait de l'aggravation des risques liés aux dettes souveraines européennes. Cette dégradation du climat économique s'est matérialisée par une baisse de confiance des chefs d'entreprises franciliens, une augmentation des défaillances d'entreprises, un taux de chômage toujours campé au-delà des 8,0 % malgré le maintien de la hausse de l'emploi salarié en début d'année... ce nombre des créations d'emploi se fait, en tout état de cause, de plus en plus modeste et la baisse marquée de l'intérim fait redouter une nouvelle détérioration du marché de l'emploi. Il est à noter toutefois que, pour l'heure, le secteur du tourisme semble échapper à ce climat négatif dans la région.

DEMOCRAPHIE D'ENTREPRISES

(source : Insee Ile-de-France)

Créations et défaillances d'entreprises en Ile-de-France

Données brutes



Source : Insee Ile-de-France

NOUVEAU COUP D'ARRET POUR LES CREATIONS D'ENTREPRISES EN ILE-DE-FRANCE

Si le total des créations atteint l'an passé accusait encore un déficit de 12,7 % par rapport à 2007 et même de 15,2 % par rapport à 2008, l'année 2010 avait malgré tout correspondu à une reprise des créations d'entreprises « classiques » (c'est-à-dire celles inscrites au Registre du Commerce) en Ile-de-France : en effet, les 65 990 entreprises créées l'an dernier avaient notamment permis d'observer une première hausse trimestrielle depuis près de deux ans et la hausse sur l'ensemble de l'année s'était élevée à 1,8 % par rapport à 2009. L'optimisme aura malheureusement été de courte durée... En effet, si les créations « classiques » ont enregistré une quatrième hausse trimestrielle consécutive lors des trois premiers mois de 2011, elles se sont ensuite trouvées en baisse à partir du printemps (- 3,7 % au deuxième trimestre puis - 0,7 % au troisième). Le repli est même encore plus significatif si on considère le nombre total de créations d'entreprises en Ile-de-France. Celui-ci a ainsi enregistré sa troisième baisse consécutive au troisième trimestre (- 7,1 % en glissement annuel, après - 14,8 % lors des deux trimestres précédents). En effet, parallèlement à la diminution des créations « classiques », il semble que l'engouement pour le statut d'auto-entrepreneur soit définitivement retombé. Ainsi, les créations effectuées dans le cadre de statut se sont effondrées de 25,9 %, 23,4 % et 12,4 % consécutivement lors des trois premiers trimestres de 2011. Il est à noter que si les créations d'entreprises se sont amenuisées en Ile-de-France, c'est aussi le cas sur la France entière : à la baisse de 7,1 % du total des créations franciliennes au troisième trimestre a ainsi correspondu une baisse de 8,0 % au niveau national (- 2,9 % sur la même période pour les créations « classiques » et - 12,1 % pour les auto-entreprises).

CONTRAIREMENT A LA FRANCE, L'ILE-DE-FRANCE SUBIT UNE HAUSSE DE SES DEFAILLANCES

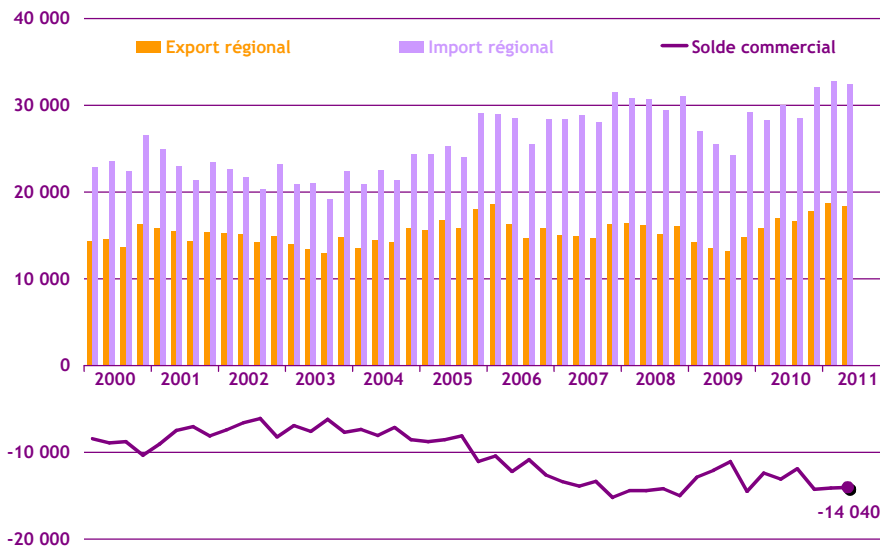
Après une année 2009 qui avait déjà enregistré moins de défaillances que 2008, le nombre de faillites avait continué à se réduire en 2010 et avait retrouvé des niveaux semblables à ceux observés avant-crise : + 2,5 % seulement par rapport à 2006 et surtout - 1,0 % par rapport à 2007. Toutefois, après ce mouvement de baisse continu du quatrième trimestre 2009 jusqu'au troisième trimestre 2010, le nombre des défaillances évolue depuis de façon moins favorable : ainsi, après avoir augmenté de 5,1 % en glissement annuel au dernier trimestre 2010 et après avoir stagné (+ 0,1 %) au premier trimestre 2011, il a crû de 1,3 % au printemps dernier (2 516 défaillances d'entreprises ont été recensées en région Ile-de-France au deuxième trimestre 2011). Conséquence de ces trois hausses successives, en cumul sur quatre trimestres, le nombre de défaillances est désormais en augmentation de 1,2 %. Ce qui se révèle le plus inquiétant est le décalage avec l'évolution nationale : ainsi, au deuxième trimestre 2011, le nombre de défaillances en France s'est réduit pour la septième fois consécutive (- 3,0 % par rapport au deuxième trimestre 2010 et - 1,4 % en cumul sur quatre trimestres). Malgré ces résultats décevants depuis le début de l'année, le nombre de défaillances en Ile-de-France sur les six premiers mois de l'année est resté inférieur à celui des mêmes mois de 2008 et 2009 (4 995 contre respectivement 5 860 et 5 529). Par ailleurs, cette dégradation n'est pas généralisée à tous les départements franciliens. Ainsi, si les hausses ont été particulièrement significatives en glissement annuel sur les six premiers mois de l'année dans le Val-d'Oise (+ 7,9 %) et encore plus à Paris (+ 15,4 %), la tendance a été à la baisse dans la plupart des autres départements : - 5,6 % en Seine-et-Marne, - 6,3 % en Essonne et jusqu'à - 15,4 % dans le Val-de-Marne, notamment. ■

COMMERCE EXTERIEUR

(source : Direction Interrégionale des Douanes Ile-de-France)

Evolution des échanges commerciaux franciliens

Données brutes CAF/FAB¹, hors matériel militaire et en millions d'euros



Source : Direction Interrégionale des Douanes Ile-de-France

LE DEFICIT COMMERCIAL FRANCILIEN RESTE SUPERIEUR A 14 MILLIARDS

Après une forte chute du commerce extérieur en Ile-de-France en 2009, les échanges sont progressivement repartis à la hausse et ont retrouvé - voire dépassé - leurs niveaux d'avant-crise. Cette reprise s'est matérialisée par un solde commercial se creusant à nouveau. Depuis, le quatrième trimestre 2010, celui-ci dépasse les 14,0 milliards d'euros (- 14,3 puis - 14,1 et -14,0 respectivement au quatrième trimestre 2010, au premier trimestre 2011 et au deuxième trimestre 2011). En effet, si les exportations avaient pu profiter de la faiblesse de l'euro début 2010, la remontée de la monnaie unique à des niveaux élevés a fini par les contraindre à stagner. Ainsi, après avoir flirté

¹ Coût, Assurances et Fret / Franco A Bord. Méthode qui consiste à considérer les importations « Coûts, Assurance et Fret » compris et les exportations « Franco à Bord ».

avec les 1,50 \$ fin avril - début mai, le cours de l'euro a certes interrompu la hausse enclenchée en janvier mais est resté au dessus des 1,40 \$ tout au long du deuxième trimestre 2011 (la monnaie unique atteignait 1,44 \$ fin juin). Au final, les exportations en valeurs déclarées par les entreprises franciliennes au deuxième trimestre 2011 ont, d'une part, augmenté de façon moins importante en glissement annuel qu'au premier trimestre (+ 8,1 % après + 18,1 %) et, surtout, elles se sont même contractées de 1,8 % par rapport au trimestre précédent. Dans le même temps, les importations ont varié de façon assez similaire (+ 7,8 % en glissement annuel et - 1,3 % en glissement trimestriel). Le niveau de ces importations semble donc être pénalisé par le déclin progressif de l'activité mondiale, même si leur montant s'est alourdi du fait des prix très élevés des matières premières au premier semestre. Pour les mois à venir, le contexte économique global risque de limiter encore plus les échanges commerciaux de la région Ile-de-France. ■

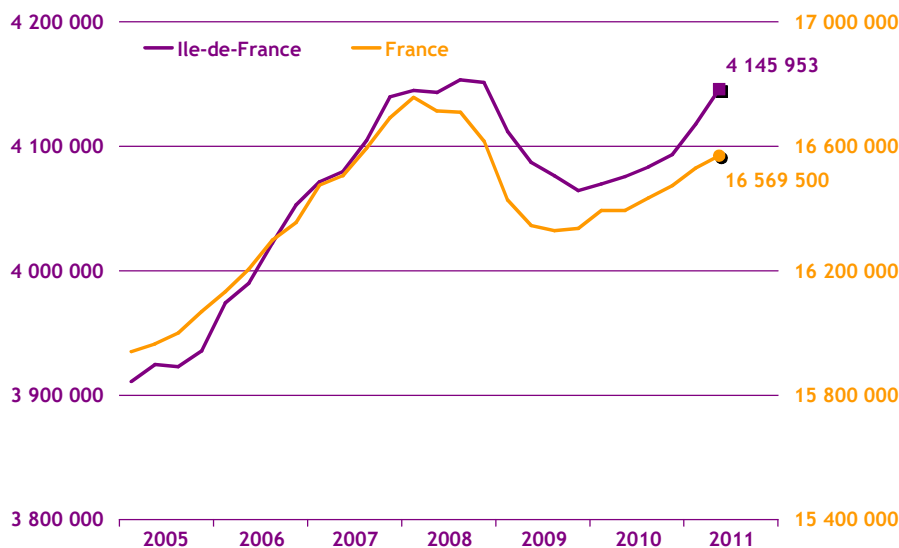


EMPLOI SALARIE

(source : Pôle emploi services)

Evolution de l'emploi salarié privé en Ile-de-France

Données cvs



Source : Pôle emploi services

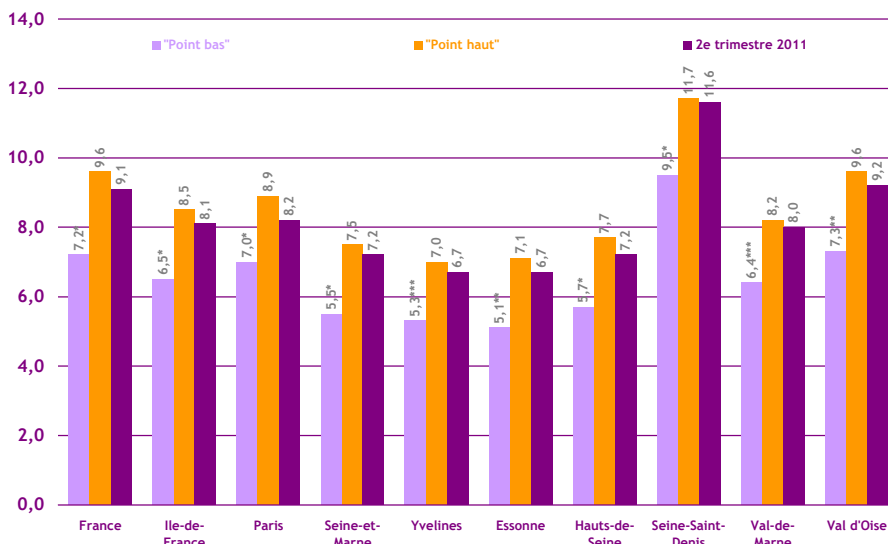
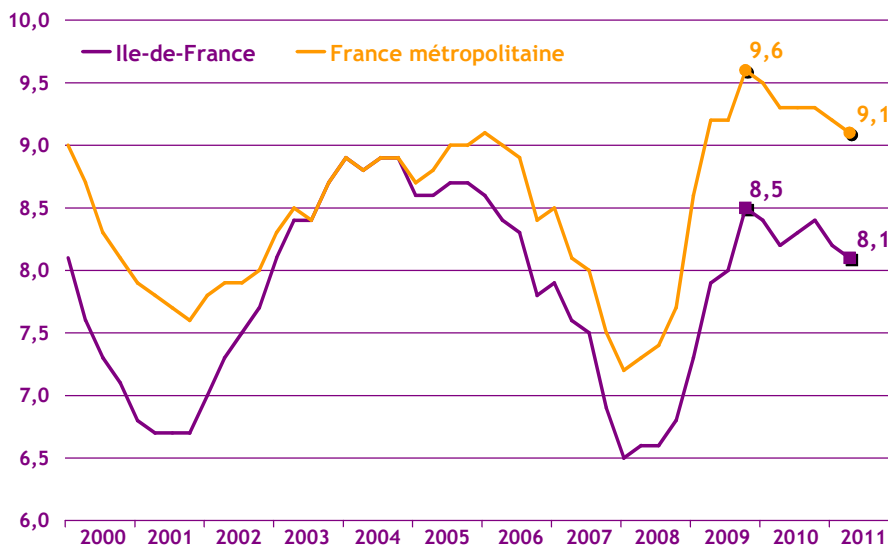
ACCELERATION DU REDRESSEMENT DE L'EMPLOI FRANCILIEN MAIS POUR COMBIEN DE TEMPS ?

Alors que le redressement du marché du travail a démarré avec un trimestre de retard dans la région capitale par rapport à la France, les évolutions observées depuis début 2011 sont venues inverser la tendance. Ainsi, alors que la hausse entre le point bas du quatrième trimestre 2009 et fin 2010 avait représenté la création d'à peine 29 000 emplois salariés, les six premiers mois de 2011 ont représenté une augmentation de plus de 52 600 emplois dans la région. Ainsi, le deuxième trimestre a notamment enregistré des augmentations de 0,7 % sur un trimestre et de 1,7 % sur un an (contre + 0,4 % et + 1,1 % sur l'ensemble du territoire national). Grâce à cette nouvelle hausse, l'augmentation depuis le début du redressement atteint donc désormais 2,0 % en Ile-de-France et dépasse celle observée sur la France entière (+ 1,5 %). Par conséquent, l'emploi salarié francilien n'est plus inférieur que de 0,2 % à son point haut du troisième trimestre 2008, contre un déficit d'encre 1,1 % par rapport au premier trimestre 2008 sur l'ensemble de la France. Néanmoins, le repli de l'activité intérimaire laisse craindre un ralentissement étendu à l'ensemble des secteurs d'activité dans les prochains mois. ■

TAUX DE CHOMAGE
(source : Insee Ile-de-France)

Evolution du taux de chômage francilien

Données cvs, en moyenne trimestrielle



Note : la série « point bas » correspond au taux de chômage observé avant sa remontée.

- « * » correspond à un retournement au 1^{er} trim. 2008 (Ile-de-France, France, Paris, Seine-et-Marne, Hauts-de-Seine et Seine-Saint-Denis).
- « ** » correspond à un retournement au 2^e trim. 2008 (Essonne et Val-d'Oise).
- « *** » correspond à un retournement au 3^e trim. 2008 (Yvelines et Val-de-Marne).

Source : Insee (données provisoires pour le 2^e trimestre 2011)

REPLI MODESTE ET LENT DU TAUX DE CHOMAGE

Le mouvement de baisse du taux de chômage francilien enclenché depuis son dernier point haut du dernier trimestre de 2009 (il s'élevait alors à 8,5 %) est très modeste. Ainsi, le taux de chômage en Ile-de-France, retombé à 8,2 % au printemps 2010, est ensuite remonté de 0,2 point et atteignait 8,4 % fin 2010. Plus récemment, le début d'année 2011 a mis en évidence une nouvelle phase de repli du taux. Ce repli reste très limité (- 0,2 point au premier trimestre, puis - 0,1 point au deuxième). Surtout, il ne semble désormais pas exclu que le taux de chômage reparte à la hausse dans les prochains mois. Néanmoins, pour l'heure, même si le taux au niveau national a enregistré une baisse légèrement plus soutenue depuis le point haut de fin 2009 (- 0,5 point contre - 0,4 point), le taux de chômage dans la région-capitale n'en reste pas moins inférieur de 1,0 point alors que l'écart n'était que de 0,7 point lors du début de la remontée du taux de chômage, début 2008.

Au niveau départemental, la lenteur de la baisse du taux de chômage depuis le point haut de la fin de 2009 est généralisée à tous les départements d'Ile-de-France. Deux d'entre eux ont malgré tout enregistré des évolutions plus marquées : Paris d'une part, où le repli du taux de chômage a été le plus important entre le quatrième trimestre 2009 et le deuxième trimestre 2011 (- 0,7 point) et les Hauts-de-Seine, où la baisse a été de 0,5 point sur la même période. Ces deux départements ont en effet profité notamment des baisses récentes les plus significatives (respectivement - 0,4 point et - 0,3 point sur l'ensemble du premier semestre 2011). A contrario, la Seine-Saint-Denis est le département qui a affiché la baisse la moins importante (- 0,1 point depuis le début de l'année mais également seulement - 0,1 point depuis le quatrième trimestre 2009). Cette diminution encore plus modeste en Seine-Saint-Denis que dans les autres départements confirme donc les différences structurelles : ainsi, le 93 a conservé au deuxième trimestre 2011 le taux de chômage le plus élevé d'Ile-de-France (11,6 %) tandis que les Yvelines (6,7 %) et l'Essonne (6,7 %) ont, au contraire, affiché les taux de chômage les moins importants. Par ailleurs, les augmentations par rapport aux points bas de 2008 sont restées conséquentes (elles s'évaluaient au printemps dernier de + 1,2 point à Paris à + 2,1 points en Seine-Saint-Denis). ■

 **DEMANDE D'EMPLOI**
(source : Direccte Ile-de-France)

Nombre de demandeurs d'emploi à la fin du mois de septembre 2011

Données cvs

| | Catégorie A | Variations sur un mois | Catégories A+B+C | Variations sur un mois |
|-----------------------|------------------|------------------------|------------------|------------------------|
| Paris | 112 010 | - 1,1 % | 168 540 | + 0,2 % |
| Seine-et-Marne | 49 540 | + 0,2 % | 71 400 | + 0,1 % |
| Yvelines | 48 550 | - 0,2 % | 68 960 | + 0,4 % |
| Essonne | 43 210 | - 0,2 % | 61 380 | + 0,3 % |
| Hauts-de-Seine | 63 290 | + 0,7 % | 88 510 | + 0,8 % |
| Seine-Saint-Denis | 90 210 | + 0,3 % | 121 660 | + 0,3 % |
| Val-de-Marne | 56 980 | + 0,6 % | 78 600 | + 0,9 % |
| Val-d'Oise | 56 720 | + 0,7 % | 78 220 | + 1,0 % |
| Ile-de-France | 520 510 | + 0,0 % | 737 270 | + 0,5 % |
| France métropolitaine | 2 780 500 | + 0,9 % | 4 175 800 | + 0,7 % |

Source : Direccte Ile-de-France

**UNE HAUSSE DE LA
DEMANDE D'EMPLOI
MOINS MARQUEE EN
ILE-DE-FRANCE
QU'AU NIVEAU
NATIONAL**

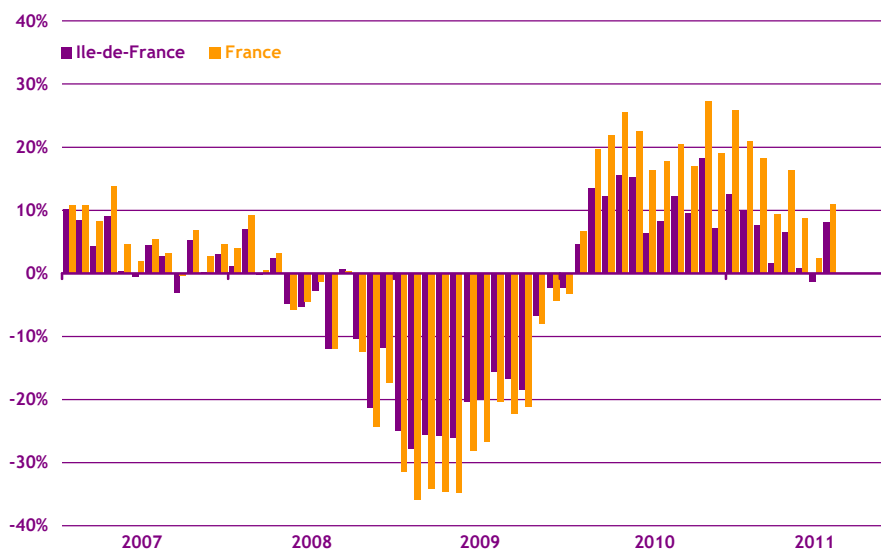
En septembre dernier, le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant eu aucune activité (catégorie A) a été stable en Ile-de-France (+ 0,0 %) alors qu'il a assez significativement augmenté au niveau national (+ 0,9 %). L'évolution dans la région francilienne est toutefois comparable à celle observée en France métropolitaine si on inclut les demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories A+B+C) : + 0,5 % contre + 0,7 % en France métropolitaine. Au niveau départemental, les variations de la demande d'emploi ont été assez hétérogènes si l'on ne considère que le nombre d'inscrits en catégorie A : si une baisse de 1,1 % a été constatée à Paris, les évolutions ont été moins favorables dans le Val-de-Marne (+ 0,6 %) et encore plus dans les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise (+ 0,7 %). Sur l'ensemble des catégories A, B et C, tous les départements ont subi des augmentations, celles-ci étant d'ampleurs diverses même si les plus fortes ont aussi concerné les Hauts-de-Seine, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Par ailleurs, si le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi a continué à baisser (en rythme trimestriel, on enregistre notamment un recul beaucoup plus sensible dans la région qu'en France métropolitaine), le nombre de seniors a en revanche, encore progressé : près de 153 100 seniors étaient à la recherche d'un emploi fin septembre, soit le niveau le plus élevé observé depuis 1997. Enfin, sur trois mois, la demande d'emploi des femmes a de nouveau augmenté plus vite que celle des hommes en Ile-de-France ; cet écart défavorable aux femmes est particulièrement important en Seine-et-Marne, en Essonne, dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-d'Oise. ■

ACTIVITE INTERIMAIRE

(source : Dares)

Activité intérimaire en Ile-de-France

Données brutes, en glissement annuel : M/M-12)



Source : Dares

L'ACTIVITE INTERIMAIRE FLECHIT A NOUVEAU DEPUIS L'ETE DERNIER

En Ile-de-France, l'emploi intérimaire a représenté 260 000 équivalents-emploi temps plein au premier trimestre 2011 puis 274 650 au deuxième, soit des hausses sur un an de respectivement 10,0 % et 3,0 % (soit les cinquième et sixième augmentations consécutives). Toutefois, ces augmentations ont tendance à se tasser et, en évolutions mensuelles, le nombre d'ETP dans l'intérim a enregistré en juillet sa première baisse (- 1,4 %) depuis janvier 2010. Malgré un résultat mieux orienté en août, ce ralentissement pourrait perdurer et être plus significatif que la décélération de l'activité intérimaire qui avait été observée à l'été 2010. Par ailleurs, après avoir approché en mai dernier ses plus hauts niveaux depuis 2007, le ratio « nombre total de contrats conclus / nombre d'équivalents temps plein » est reparti à la baisse depuis cet été, ce qui suggère un raccourcissement de la durée des contrats. De surcroît, le dynamisme du marché de l'emploi intérimaire en Ile-de-France semble être moindre qu'au niveau national. ■

TAUX DE TENSION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

(source : Direccte Ile-de-France)

LE TARISSEMENT DE L'OFFRE ENTRETIENT LA FAIBLESSE DU TAUX DE TENSION

Tous métiers confondus, après un desserrement sans précédent lors de la crise, le taux de tension² sur le marché du travail francilien a entamé son redressement à partir de fin 2009. Les dernières données disponibles sont celles d'avril à juin derniers et montrent que ce mouvement haussier s'est poursuivi jusqu'au printemps dernier. Ainsi, au deuxième trimestre 2010, le ratio francilien « offres sur demandes » s'est établi à 0,69³, soit + 0,03 point par rapport à la même période de l'an passé. La faiblesse de cette progression s'explique par plusieurs phénomènes simultanés au cours des six premiers mois de l'année. Ainsi, le premier trimestre 2011 a marqué une première rupture puisque la reprise des offres d'emploi observée depuis l'automne 2009 s'est, pour la première fois accompagnée, d'une légère baisse des inscriptions ; néanmoins, cette embellie a été de courte durée puisque le deuxième trimestre a enregistré une nouvelle rupture : en effet, si la baisse de la demande d'emploi s'est confirmée pendant la période, c'est cette fois-ci l'offre d'emploi qui s'est tarie et qui a empêché le taux de tension d'évoluer plus sensiblement.

² Rapport entre les offres et les demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi.

³ Pour 100 nouvelles demandes d'emploi enregistrées par Pôle emploi au cours de cette période, 69 offres d'emploi lui ont simultanément été confiées.

Conséquence de la baisse de l'offre, les sorties de Pôle emploi sont moins rapides et le chômage de longue durée augmente. Au niveau sectoriel, la diminution des propositions de postes a été particulièrement importante pour les cuisiniers et les infirmiers/sages-femmes. ■

ANALYSE SECTORIELLE : INDUSTRIE

(source : enquête de conjoncture des Chambres de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France / Médiamétrie)

ATTENTISME DANS L'INDUSTRIE FACE A UNE DEGRADATION DE LA DEMANDE GLOBALE

Selon l'enquête de conjoncture des Chambres de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France, de septembre dernier, pour la première fois depuis 2007, les industriels franciliens ayant constaté une hausse de leur chiffre d'affaires ont été plus nombreux que ceux notant une baisse. Cela a été particulièrement vrai pour les chefs d'entreprises du secteur des biens intermédiaires. Malgré tout, pour les mois à venir, les industriels franciliens sont attentistes et anticipent majoritairement et prudemment une stabilité de leur chiffre d'affaires. Dans ce contexte, quel que soit le secteur, les dirigeants de PMI franciliennes, invoquant des équipements adaptés à leurs besoins, ont majoritairement annoncé des investissements en baisse. Parallèlement, comme c'était déjà le cas il y a un an, les industriels franciliens ont déclaré à une très large majorité (70 %) avoir seulement stabilisé leurs effectifs au cours des six derniers mois, ceux les ayant augmentés étant aussi nombreux que ceux les ayant réduits. ■

ANALYSE SECTORIELLE : COMMERCE

(source : enquête de conjoncture des Chambres de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France / Médiamétrie)

LE COMMERCE DE DETAIL FRANCILIEN PARMI LES SECTEURS LES PLUS TOUCHES

Depuis le début de l'année 2011, le chiffre d'affaires du commerce francilien a continué à se dégrader. Ainsi, si 25 % des commerçants de la région ont observé une hausse de leur activité, ils ont surtout été 42 % à constater une nouvelle baisse. Les tendances sont toutefois assez hétérogènes puisque, si le commerce de gros semble résister, un chef d'entreprises sur deux dans le commerce de détail non alimentaire a déclaré une diminution de son chiffre d'affaires. Néanmoins, malgré le contexte économique, les prévisions des chefs d'entreprises franciliens sont plus optimistes pour les prochains mois : 32 % d'entre eux s'attendent à un accroissement de leur activité (là encore, principalement dans le commerce de gros) et 39 % à une stabilisation. En termes d'investissements, le commerce de gros est tout autant touché que le commerce de détail : seuls 13 % de l'ensemble des commerçants ont ainsi déclaré une hausse de leurs investissements ces derniers mois. Le niveau des investissements dans le secteur, déjà atone, pourrait même encore diminuer à court terme. Du côté de l'emploi, la stabilité a prédominé dans le secteur en 2011 : seuls 10 % des commerçants franciliens ont embauché lors des premiers mois de l'année. Toutefois, profitant d'une conjoncture moins morose que dans le commerce de détails, un nombre de recrutements plus important a pu être opéré dans le commerce de gros. ■

ANALYSE SECTORIELLE : SERVICES

(source : enquête de conjoncture des Chambres de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France / Médiamétrie)

PRUDENCE DE MISE DANS TOUS LES SECTEURS DES SERVICES

Les activités liées aux services ont globalement enregistré des résultats bien orientés au cours des premiers mois de 2011 : 35 % des dirigeants d'entreprises du secteur ont déclaré une augmentation de leur chiffre d'affaires. Toutefois, les entreprises franciliennes de services aux particuliers connaissent toujours des difficultés importantes. En tout état de cause, la prudence reste de mise même si moins de un dirigeant sur cinq redoute un recul de son activité dans les prochains mois. Cette prudence dans les services se mesure également en termes d'investissements. Ainsi, notamment dans les transports et les cafés-hôtels-restaurants, la proportion des responsables franciliens ayant réduit leurs investissements ces derniers mois a été la plus importante et, surtout, 55 % d'entre eux prévoient désormais seulement de les stabiliser. Les effectifs ont quant à eux été stables et ce phénomène devrait, au mieux, perdurer dans les six prochains mois puisque les dirigeants déclarent manquer de visibilité sur les conséquences de la crise pour embaucher. ■

ANALYSE SECTORIELLE : CONSTRUCTION

(source : enquête de conjoncture des Chambres de commerce et d'industrie de Paris Ile-de-France / Médiamétrie)

**LE CHIFFRE
D'AFFAIRES EN
BAISSE POUR ENCORE
UN TIERS DES
ENTREPRISES DE LA
CONSTRUCTION**

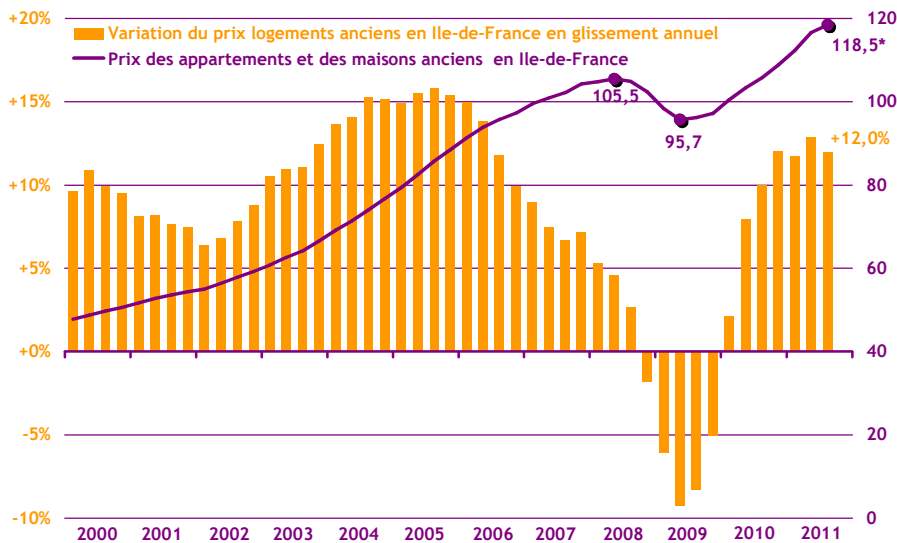
Malgré un léger mieux, les résultats d'activité dans le secteur de la construction en Ile-de-France sont restés négatifs : alors qu'en septembre 2010, 42 % des dirigeants constataient une baisse de leur chiffre d'affaires, ils étaient encore 34 % en septembre 2011, l'activité au niveau national semblant par ailleurs mieux orientée. Les chefs d'entreprises franciliens restent donc prudents et envisagent pour 51 % d'entre eux une stabilisation de leur activité. Conséquence de la morosité de l'activité, le niveau des investissements des entreprises franciliennes du secteur est toujours très faible. Seuls 16 % des dirigeants ont augmenté leurs investissements contre 34 % qui les ont diminués. Pour les mois à venir, plus de la moitié des chefs d'entreprises franciliens prévoient de stabiliser le niveau de leurs investissements. Ceux envisageant de les augmenter souhaitent seulement renouveler des équipements usagés. Parallèlement, au cours des six derniers mois, la tendance a été très largement à la stabilisation des effectifs (68 % des responsables franciliens interrogés). Néanmoins, ils sont restés plus nombreux à constater une baisse de leurs effectifs plutôt qu'une hausse. Ce constat traduit les difficultés toujours importantes du secteur. Cette tendance francilienne est plus morose qu'au niveau national (21 % des dirigeants ont embauché). Cet écart entre l'Ile-de-France et la France se confirme pour les mois à venir : les chefs d'entreprises franciliens restent très prudents alors qu'au niveau national près d'un dirigeant sur quatre déclare vouloir embaucher. ■

ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE LOGEMENT

(source : Indice Notaires/Insee)

Prix des logements anciens en Ile-de-France

Données cvs (base 100 au 1^{er} trimestre 2010)



* : données provisoires pour le 3^e trimestre 2011

Source : Insee

LES PRIX DES LOGEMENTS ANCIENS FRANCILIENS SUPERIEURS DE 12,3 % A CEUX D'AVANT-CRISE

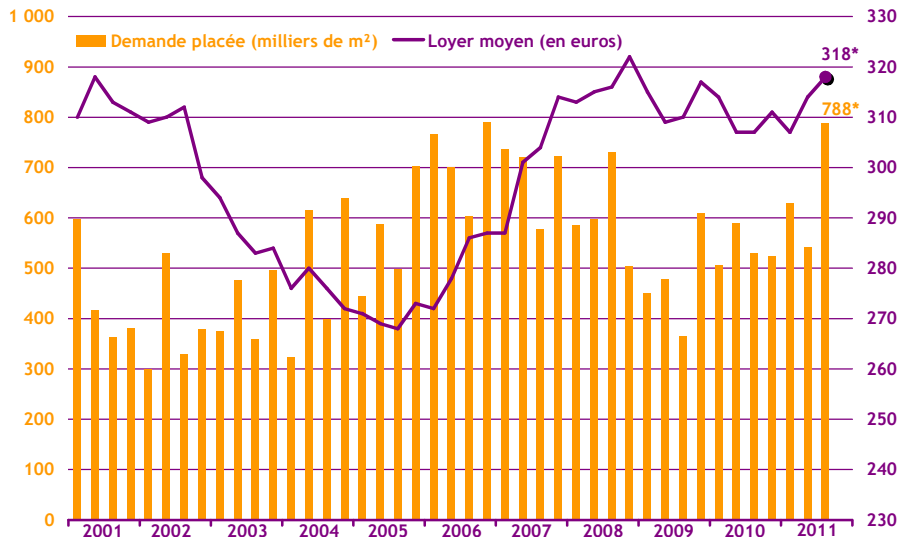
Après la perte de vitesse de fin-2008/début-2009, le marché de l'immobilier résidentiel francilien a repris sa marche en avant à partir de fin 2009. La faiblesse des taux tout au long de 2010 a très fortement stimulé la demande, ce qui a conduit les prix des logements anciens à très vite rattraper les niveaux d'avant-crise. La remontée des prix initiée à Paris dès la mi-2009 a progressivement provoqué un effet d'entraînement sur l'immobilier de toute la région, en commençant d'abord par la Petite couronne puis en s'étendant à la Grande couronne.

Conséquence de cette hausse généralisée, au troisième trimestre 2011, les prix tous types de logements confondus sont remontés de 23,8 % par rapport au point bas du deuxième trimestre 2009 et se situent 12,3 % au-dessus de l'ancien record du printemps 2008. Toutefois, la donne a changé : l'augmentation des taux d'intérêt et le niveau élevé du chômage plombent aujourd'hui le pouvoir d'achat des acheteurs, ce qui devrait contraindre la demande (mise à l'écart d'une partie des ménages) et limiter - voire infléchir - la hausse des prix. En ce sens, l'effet « réforme fiscale » qui semble avoir légèrement redynamisé le marché en octobre ne devrait être que très temporaire. ■

ANALYSE SECTORIELLE : IMMOBILIER DE BUREAUX
(source : Immostat)

Demande placée de bureaux et loyer moyen en Ile-de-France

Demande placée en milliers de m² et loyer moyen en €



* : données provisoires pour le 3^e trimestre 2011

Source : Immostat

LES RESULTATS DU TROISIEME TRIMESTRE 2011 PARMIS LES MEILLEURS DEPUIS 2000 MAIS...

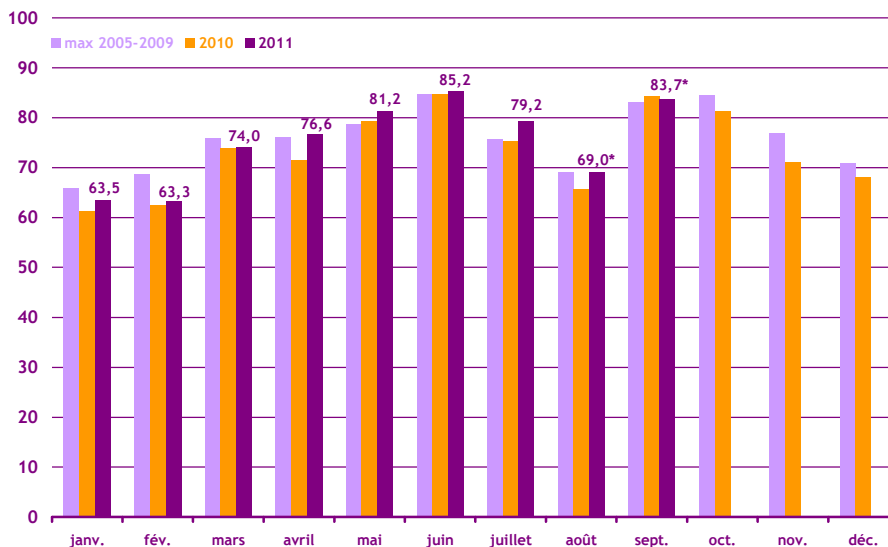
Après le brusque ralentissement du marché de l'immobilier de bureaux en 2009, le rétablissement du secteur s'est peu à peu confirmé trimestre après trimestre. Même inférieure de 11,0 % à 2008 et surtout de 24,9 % à son point haut de 2006, la demande placée de bureaux sur l'ensemble de 2010 avait terminé sur une hausse de 12,8 % par rapport à 2009. Surtout, les premiers mois de 2011 ont mis en évidence une accélération de cette amélioration : le premier semestre 2011 s'est ainsi situé en avance de 6,8 % par rapport à la même période de 2010 et, en incluant les données du troisième trimestre, les résultats de 2011 dépassent ceux de l'an passé de 20,5 %. En tout état de cause, si les données du troisième trimestre sont encore provisoires, elles indiquent que le volume de la demande placée de bureaux en Ile-de-France a atteint 787 600 m² au troisième trimestre 2011, soit quasiment la meilleure performance depuis 2000 (derrière les 790 000 m² du quatrième trimestre 2006). Toutefois, ce résultat a essentiellement été le fait de transactions importantes (SFR à Saint-Denis, Thalès à Gennevilliers ou encore Carrefour à Massy par exemple) et les perspectives d'évolution du secteur pour les prochains mois sont très dépendantes de l'évolution de la conjoncture économique et financière au niveau international. ■

ANALYSE SECTORIELLE : ACTIVITE TOURISTIQUE

(sources : Insee Ile-de-France, CRT Ile-de-France, Aéroports de Paris)

Taux d'occupation hôtelier en Ile-de-France

Données brutes (en %)



Source : Insee Ile-de-France

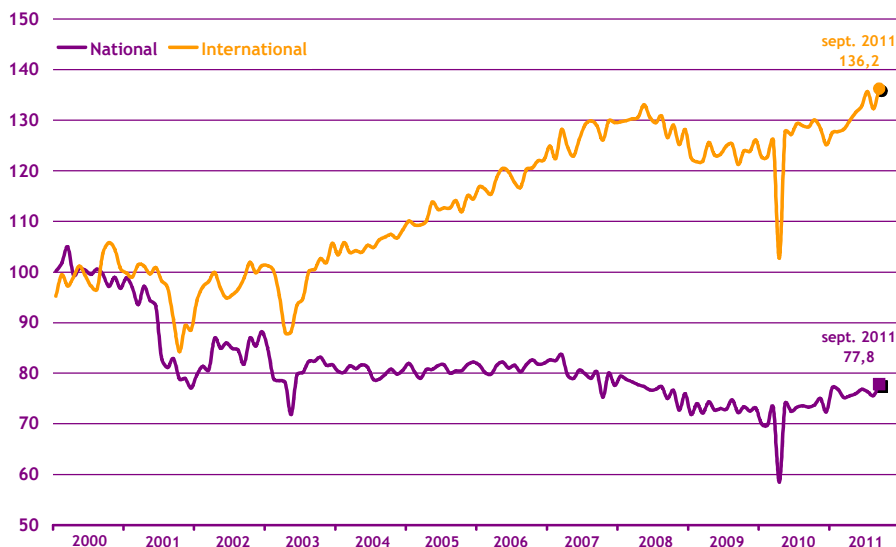
ACTIVITE TRES SOUTENUE DANS L'HOTELLERIE EN 2011

Après près de deux ans de baisse ininterrompue, la fréquentation dans les hôtels franciliens a amorcé un retournement dès les premiers mois de 2010. Ce retournement est désormais plus que confirmé et les taux d'occupation dans l'hôtellerie francilienne sont désormais régulièrement équivalents, voire supérieurs, à ceux d'avant-crise.

Ainsi jusqu'à août dernier, les taux d'occupation ont tous dépassé les taux enregistrés lors des mêmes mois des années passées. Les hausses des taux d'occupation hôteliers par rapport aux mêmes mois de 2010 ont notamment atteint jusqu'à 5,2 points en mai. Par ailleurs, il est à noter que la reprise de la fréquentation hôtelière avait été initiée par une croissance de l'activité dans les hôtels haut-de-gamme dès la fin de 2009 et cette catégorie d'établissements continue d'être la principale locomotive du secteur. Par conséquent, sauf dans le cas d'un effondrement d'ici à la fin de l'année, le nombre de nuitées dans les hôtels franciliens sur l'ensemble de 2011 devrait même être le plus élevé jamais enregistré. La fréquentation hôtelière ne semble en tout état de cause pas avoir souffert ces derniers mois du contexte géopolitique dans certains pays d'Afrique et au Moyen-Orient. Le niveau élevé de l'euro ne semble pas non plus constituer un frein à la venue des clientèles long-courrier.

Trafic passagers dans les aéroports

Données cvs (base 100 en 2000)



Source : Aéroports de Paris

LE TRAFIC D'ADP EN ROUTE VERS DES SOMMETS

Après s'être stabilisé en 2009 puis être reparti à la hausse en 2010 malgré les perturbations liées à l'éruption du volcan islandais *Eyjafjöll* en avril, le trafic passagers dans les Aéroports de Paris affiche des résultats encore meilleurs depuis le début de 2011. Ainsi, au printemps, le trafic à renouer avec ses niveaux d'avant-crise, notamment ceux du printemps 2008. Ces résultats ont été d'autant plus remarquables que le trafic international a été affecté dès le début de l'année par le contexte géopolitique défavorable dans certains pays d'Afrique et du Moyen-Orient. A partir de l'été, ces résultats auraient pu être atténués par la nouvelle dégradation du contexte économique mais, au contraire, le mois de juillet a notamment permis à ADP d'enregistrer un nouveau record mensuel absolu (8,89 millions de passagers accueillis) et le trafic de janvier à l'automne dernier est désormais en avance par rapport à la même période de 2008, année de référence pour ADP (les hausses par rapport à 2009 et 2010 représentent quant à elles plus de 4 millions de passagers supplémentaires). ■

➤ PERSPECTIVES : DANS UN CONTEXTE DE PLUS EN PLUS INCERTAIN, LE MARCHÉ DE L'EMPLOI POURRAIT SE DÉGRADER À NOUVEAU

LE NIVEAU D'ACTIVITÉ SE TASSE DE PLUS EN PLUS DANS TOUS LES SECTEURS

L'activité francilienne doit composer depuis cet été avec les nouvelles craintes nées de la crise de la dette et les difficultés financières qui en découlent. Ce contexte pèse de plus en plus sur le moral des chefs d'entreprises ; en conséquence, l'activité dans les services franciliens marque une pause de plus en plus nette et la production industrielle francilienne souffre d'une dégradation de la demande globale. Les taux d'utilisation des capacités de production s'éloignent ainsi toujours plus de leur moyenne de longue période. Ce niveau d'activité limité depuis plusieurs mois s'est matérialisé sur le marché du travail par une hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Le redressement du marché de l'emploi devrait alors se trouver de plus en plus remis en cause et le chômage pourrait repartir à la hausse. ■

→ Conclusion

Après un début d'année solide, l'économie mondiale a subi un très net coup d'arrêt lié à la remontée des doutes concernant les déficits publics aux Etats-Unis et, surtout, en zone euro. A court terme, l'hypothèse d'une nouvelle récession n'est aujourd'hui plus exclue même si, au niveau mondial, le scénario le plus probable reste un ralentissement généralisé du fait de décélérations très marqués, voire de récessions, dans certains pays européens. Cette activité ralentie maintient un niveau élevé de chômage aux Etats-Unis et en Europe.

Dans ce contexte international dégradé, le PIB français évolue en 2011 sur un rythme quasiment aussi modéré qu'en 2010 (+ 1,7 % après + 1,4 %). Surtout, après une légère contraction du PIB au deuxième trimestre, l'hypothèse d'une nouvelle récession se fait de plus en plus forte. Ce contexte économique incertain fragilise un marché du travail qui peinait déjà à se rétablir et une détérioration du niveau de l'emploi salarié est à craindre.

En Ile-de-France, l'heure est également au ralentissement, celui-ci s'étant notamment matérialisé par une baisse de confiance des chefs d'entreprises et un taux de chômage toujours campé au-delà des 8,0 %. Seul le secteur du tourisme semble (pour l'instant ?) échapper à ce climat négatif dans la région.



Document réalisé par Mickaël LE PRIOL

Rédaction achevée le 25 novembre 2011



Crocis de la CCIP, 27 avenue de Friedland - 75382 Paris cedex 08
Tél. : 01 55 65 82 00 - fax : 01 55 65 82 62 - e-mail : crocis@ccip.fr
Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.ccip.fr

- Responsable : Isabelle SAVELLI-THIAULT, isavelli@ccip.fr
- Conjoncture - Benchmark européen : Mickaël LE PRIOL, mlepriol@ccip.fr
- Commerce - Enquêtes - Développement durable : Julien TUILLIER, jtuillier@ccip.fr
- Industrie - Statistiques : Yves BURFIN, yburfin@ccip.fr
- Services : Bénédicte GUALBERT, bgualbert@ccip.fr
- Veille économique : Marielle GUERARD | Catherine PICQ
- PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX, npagnoux@ccip.fr
- Administration - Secrétariat : Vanessa BUSSCHOTS, vbusschots@ccip.fr